



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société REGEAL AFFIMET à Compiègne, de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2011 actualisant les prescriptions édictées aux arrêtés préfectoraux des 24 décembre 1998 et 9 août 2002

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 février 2011 délivré à la société REGEAL à Compiègne actualisant les prescriptions édictées aux arrêtés préfectoraux des 24 décembre 1998 et 9 août 2002 ;

Vu l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2011 susvisé qui dispose : « La société Regeal transmet au préfet et à l'inspection des installations classées [...], une étude technico-économique sur la mise en place des équipements nécessaires à la réduction des émissions de NOx. Cette étude devra notamment s'intéresser au remplacement éventuel des brûleurs actuels par des brûleurs bas NOx [...]. Cette étude technico-économique est réalisée pour les installations de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> fusion. » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 mars 2014 transmis à l'exploitant par courrier du 17 mars 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 17 avril 2014 ;

Considérant que lors de la visite du 5 mars 2014, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'étude technico-économique fournie par l'exploitant ne porte pas sur l'ensemble des installations de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> fusion ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2011 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REGEAL AFFIMET de respecter les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté, la société REGEAL AFFIMET, exploitant une installation de production et d'affinage d'alliages d'aluminium, sise avenue du Vermandois, BP 80419, 60204 Compiègne Cedex est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 février 2011 susvisé, en fournissant une étude technico-économique portant sur les possibilités de réduction des émissions en NOx de l'ensemble des installations de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>nde</sup> fusion.

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera notifié à la société REGEAL AFFIMET et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Compiègne, le directeur départemental des territoires, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le

**26 MAI 2014**

Pour le Préfet  
et par délégation  
le Secrétaire Général

  
Julien MARION

#### Destinataires

Société REGEAL AFFIMET

Monsieur le Sénateur-Maire de Compiègne

Monsieur le Sous-préfet de Compiègne

Monsieur le Directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'Inspecteur de l'environnement

(S/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Picardie)

Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours